

JOURNAL D

BUREAU DES ANNONCES

PUBLICITAS S. A.

Société Anonyme Suisse de Publicité
15-17, rue de la Corraterie, 15-17 - GENEVENombreuses succursales, agences
et correspondants en Suisse et à l'EtrangerLa ligne de 6 points Fr. 0.60
Réclames la ligne de 7 points Fr. 2.—

NATIONAL, POLITIQUE

Paraît le soir

Le Journal de Genève ne répond pas des manuscrits qui
lui sont adressés et ne se charge pas de les renvoyer.

GENEVE, 18 mars

BULLETIN

L'intérêt de la France

Dans l'*Action française*, M. Jacques Bainville nous accuse d'être « conjurés contre la France ». Conjurés avec qui ? Avec une société fort mélangée, dans laquelle on rencontre des hommes distingués, comme les rédacteurs de la revue *New Europe* et d'autres gens de détestable compagnie — dont certains sont d'ailleurs morts depuis longtemps, tel sir Roger Casement.

M. Jacques Bainville est l'un des esprits les plus clairs et les plus compétents en politique étrangère dont s'orne la presse française et nous partageons beaucoup de ses vues générales ou particulières. C'est pourquoi nous tenons à relever ici une divergence qui nous surprend et qui repose manifestement sur un malentendu. M. Jacques Bainville invoque, contre nous, l'intérêt suisse. Bien; parlons-en, c'est un terrain solide. Il nous permettra, ensuite, d'invoquer à notre tour l'intérêt français. De cette façon, nous parviendrons sans doute à nous entendre.

Le rédacteur du *Journal de Genève*, écrit M. Bainville, semble n'avoir plus d'yeux que pour le danger bolcheviste.

Il est parfaitement vrai que le péril bolcheviste nous paraît considérable, non seulement pour nous, qui sommes moins exposés, peut-être qu'aucun autre pays et aucune autre ville, mais pour le monde entier. C'est une illusion de croire que la victoire est un antidote absolu contre l'anarchie. M. Jacques Bainville sous-estime certainement le danger de la famine et du désordre en Allemagne, et cela tient sans doute à ce qu'il n'a pas sur ce pays les mêmes informations que nous. Le *Temps* se plaignait hier de ce que la France ne fût pas ou presque pas représentée en Allemagne. C'est bien, en effet, une des anomalies les plus surprenantes de cette grande victoire et

doivent se mesurer en kilomètres carrés, elles ne seront jamais assez grandes. La Sarre n'est qu'un doigt de terre; mais c'est le doigt dans l'engrenage. Economiquement, le bassin appartiendra à la France et c'est justice. Territorialement, ces cinq mille kilomètres et ces trois cent mille habitants ne renforceront guère la France, au contraire, comme nous allons le montrer. Pour la France, Sarrebrück n'est qu'une question de prestige; pour nous, c'est une question de principe. Tout est là.

Conjurés contre la France? Nullement; c'est le contraire qui est vrai. C'est par affection que nous parlons. M. Jacques Bainville, qui a l'esprit critique, voit certainement les répercussions que la question de la Sarre a déjà eues sur la politique de son pays. Et, patriote français, il ne peut pas ne pas en être attristé. A cause de la Sarre, pour quelques lopins de terre, dont le sous-sol lui appartiendrait en tout état de cause, la France est en train, nous le disons tout net, de gâcher une des plus belles positions morales et politiques de l'histoire.

M. Wilson est arrivé en France, au mois de décembre, convaincu qu'il trouverait en France une adhésion et un appui enthousiastes à ses idées. Il offrait à la France, en quelque sorte, une association pour l'établissement de la justice dans le monde. Cette adhésion et cet appui lui ont fait défaut, au moins dans les milieux officiels. Pourquoi? Essentiellement à cause du territoire de la Sarre, auquel il aurait fallu renoncer de prime abord comme à une annexion. M. Wilson, pour ne pas rester isolé, s'est retourné du côté de l'Angleterre et y a trouvé toute l'aide désirable. La France, à son tour menacée d'isolement, s'est rapprochée de l'Italie. C'est ainsi que s'est créée à la conférence cette constellation dans laquelle les puissances anglo-saxonnes, appuyées par le Japon, ont la majorité, avec, en face d'elles, les deux puissances latines.

L'Italie appuie les revendications de la France. Elle a, de son côté, des droits historiques et stratégiques à faire valoir, et elle cherche des auxiliaires. C'est ainsi que la po-

les mêmes informations que nous. Le *Temps* se plaignait hier de ce que la France ne fût pas ou presque pas représentée en Allemagne. C'est bien, en effet, une des anomalies les plus surprenantes de cette grande victoire — et cela se reflète malheureusement dans les opinions de la presse française.

Mais il est absolument faux que nous voyions le salut de la Suisse dans l'existence d'une Allemagne robuste et forte. Forte ou faible, l'Allemagne est dangereuse pour nous. Nous ajouterons que pour la Suisse, une Allemagne démocratique est plus dangereuse encore, par ses infiltrations morales, que l'Allemagne impériale et nous nous rencontrons certainement sur ce point avec l'*Action française*.

Qu'est-ce à dire ? Qu'il faut démembrer l'Allemagne ? Hélas, ce n'est pas possible. Dans son *Histoire de deux peuples*, M. Jacques Bainville a vigoureusement éclairé la faute que la politique française a faite en laissant unifier l'Allemagne. Mais autre chose est de ne pas laisser faire, autre chose de défaire. Ce qui eût été possible, peut-être, aux deux Napoléons ne l'est plus, et c'est toute l'erreur de M. Bainville de se figurer qu'on peut revenir sur le passé. Nous sommes absolument d'accord avec lui en ce qui concerne la réunion de l'Autriche à l'Empire. Mais le cas de l'Allemagne est bien différent ; elle existe ; elle a fait pendant cinquante ans l'expérience de l'unité et de la prospérité ; le sentiment allemand est profond en dépit des apparences, et si l'on n'en tient aucun compte, on fera une œuvre précaire qui ne durera pas même ce qu'a duré après 1815 le royaume des Pays-Bas.

M. William Martin, écrit M. Bainville, s'arrache les cheveux à l'idée que la France pourrait retrouver ses frontières de 1790. La Sarre l'obsède. Il y voit la source de tous les maux futurs, du bolchevisme et de la guerre éternelle. Un pas au delà de la frontière de 1870, et l'Europe est perdue. Comme si Sarrebruck ou Strasbourg n'était pas tout un pour l'Allemagne nationaliste.

M. William Martin, qui connaît aussi la France, n'ignore pas qu'en fait d'extension territoriale, il n'y a pas chez nous de parti de l'indigestion. Il peut nous croire quand nous lui disons que nous n'approuverons jamais une politique napoléonienne, qu'elle fût de Napoléon I^{er} ou de Napoléon III. Quand a surgi quelque part l'idée d'acquiescer la rive gauche du Rhin en échange de l'Autriche allemande, nous avons crié holà contre cette théorie des compensations, renouvelée de Biarritz. Le résultat eût été que la France n'eût pas eu la rive gauche et que l'Allemagne eût gardé les pays autrichiens.

M. Jacques Bainville n'est pas un partisan de l'« indigestion ». Nous savons et nous l'avons dit ici, le 3 janvier dernier, qu'il n'y a pas d'impérialisme français. Mais, s'il vous plaît, où commence l'indigestion ? C'est le problème fameux de l'homme chauve. Lorsqu'on entre dans la voie des garanties territoriales, où s'arrêter ? S'il faut réellement affaiblir l'Allemagne, la Sarre est insuffisante. Les vrais annexionnistes sont, que M. Jacques Bainville nous permette de le lui dire, plus logiques. Car si les garanties de la paix

L'Italie appuie les revendications de la France. Elle a, de son côté, des droits historiques et stratégiques à faire valoir, et elle cherche des auxiliaires. C'est ainsi que la politique française a été amenée à défendre, contre le sentiment unanime du peuple français, les prétentions italiennes et l'application du traité de Londres. De cette façon, la France est considérée comme adversaire à la fois en Italie et en Serbie. Elle recueille les imprécations de Gabriel d'Annunzio, les Italiens amènent, à Fiume, le drapeau français, mais les Serbes se croient trahis et abandonnés. La France recueille tout l'odieux de la politique italienne sans en avoir aucun des avantages.

Est-ce que, du moins, l'accord entre les deux gouvernements est parfait et durable ? Il s'en faut, et c'est là que M. Jacques Bainville doit se trouver en contradiction avec lui-même. Car les Italiens poussent de toutes leurs forces à la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Cette réunion est d'ailleurs fatale s'ils obtiennent la ligne du Brenner, que la politique française tend à leur concéder. Pour obtenir la Sarre, la France jette donc indirectement les Autrichiens dans les bras de l'Allemagne. Pour enlever à l'Allemagne cinq mille kilomètres, elle lui en donne vingt fois plus. Et il est clair que, si les Italiens tiennent tant à avoir une frontière commune avec l'Allemagne, ce n'est pas dans l'espoir de se battre avec les Allemands.

La France donne, en un mot, aujourd'hui, le spectacle d'un homme qui lâche la proie pour l'ombre. Pour avoir la Sarre, elle a renoncé à l'appui du président Wilson et à son intimité avec l'Angleterre ; elle fait une politique dont les conséquences ultimes seront de rejeter dans les bras de l'Allemagne à la fois l'Autriche et l'Italie et se préparer ainsi un bel isolement en Europe. Elle refait, d'une autre façon, la faute des Napoléons et l'on est surpris de trouver M. Bainville d'accord.

L'intérêt suisse et l'intérêt français sont absolument concordants. M. Jacques Bainville a raison de le penser. Tous deux veulent que la France soit forte ; mais l'annexion du bassin de la Sarre, au lieu de fortifier la France, aboutit à l'affaiblir moralement et matériellement et à fortifier l'Allemagne au lieu de l'affaiblir. Est-ce donc être « conjuré contre la France » que de le dire ?

Il y a aujourd'hui deux systèmes en présence. L'un estime qu'il faut chercher dans des annexions, des Etats-tampons, des frontières stratégiques toutes les garanties de la paix. Vingt siècles d'expériences n'auraient donc pas suffi ? L'autre est un principe de justice, de modération et de collaboration. C'est à ce système que vont les critiques de M. Jacques Bainville. Ce système n'est pas le nôtre ; c'est celui du président Wilson.

W. M.

vier
mot
d'in
habi
caté
leur
T
Thu
mér
lois
suis
sum
latio
jorit
mag
gani
né. I
une
l'a d
pléb
mèn
Au
du
avar
des
Rhin
tes,
pour
et s
sur l
avec
rait
de l
berg
au r
porté
exan
Ur
nous
favor
d'êtr
velle
s'app
Pfan
l'Alle
milit
tre t
le fr
dérer
Ce
dre. C
group
tique
à son
le ma
où ne
Au
sa po
territo
semble
Au l
ritoire
quelqu
raient
avant
douam
phes.